



ACCORD CADRE DE COLLABORATION

Réf. IFREMER : 21/1001934

ENTRE :

L'IFREMER – Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la MER, établissement public à caractère industriel et commercial° SIRET 330 715 368 00032, et dont le siège social est 1625 route de Ste Anne, Z.I. de la Pointe du Diable, CS 10070, 29280 Plouzané,

Représenté par son président-directeur général, Monsieur François Houllier, ou son Délégué,

ci-après dénommé « l'Ifremer » ;

D'UNE PART ;

ET :

L'INSTITUT NATIONAL D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR POUR L'AGRICULTURE L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT, établissement public national scientifique, culturel et professionnel, n° SIRET 130 026 222 00013 dont le siège social est 42 rue Scheffer, 75116 Paris

Représenté par sa directrice générale, Madame Anne-Lucie Wack, ou son Délégué,

ci-après dénommé « l'Institut Agro »

D'AUTRE PART ;

ci-après dénommées « les Parties »

Préambule

Vu le décret n°84-428 du 5 juin 1984 relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer,

Vu le décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019 relatif à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement,

Considérant l'expertise de l'Institut Agro dans les domaines des transitions agro-écologiques, de l'analyse des enjeux dans le continuum terre-mer et du développement durable des ressources naturelles.

Considérant l'expertise de l'Ifremer s'illustrant dans les domaines de l'observation et la compréhension de la dynamique des océans et de leurs ressources, de la surveillance du milieu marin et littoral, et du développement durable des activités maritimes ;

Considérant les relations existantes entre les Parties depuis de nombreuses années dans le cadre de leurs missions respectives ;

Considérant la pertinence de leur complémentarité thématique par rapport aux besoins du monde socio-économique ;

Considérant enfin la forte cohérence de ce partenariat par rapport à leurs plans stratégiques pluriannuels respectifs ;

Les Parties souhaitent, par le présent accord-cadre, formaliser et approfondir leur partenariat.

En conséquence, les Parties conviennent ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

1.1. Le présent accord-cadre de collaboration, ci-après dénommé l'Accord, a pour objet de définir les conditions dans lesquelles les Parties décident de développer des coopérations dans leurs domaines de compétence respectifs.

1.2. Les principaux domaines de la coopération menée dans le cadre du présent Accord, ci-après dénommés les « Domaines d'application », sont définis, de manière non exhaustive, dans l'annexe n°1.

Chaque Partie désigne, pour chacun des Domaines d'application, une personne responsable de sa mise en œuvre, ci-après désignée le « Coordinateur ».

ARTICLE 2 – MODALITES DE COLLABORATION

Pour chaque projet scientifique d'intérêt commun donnant lieu à des actions de collaboration, les Parties conviennent d'adapter leur coopération à l'objectif poursuivi.

Ces actions de collaboration pourront être de plusieurs types :

- Participation à des appels d'offres communs, à des contrats de recherche communs, à des actions incitatives, à des actions de prospective scientifique ;
- Participation commune à des programmes de recherche et de développement technologique nationaux, européens, et internationaux ;
- Accueil et encadrement ou co-encadrement de stagiaires et de doctorants (incluant les co-directions de thèses) ;
- Facilitation des accès et des accueils dans les différentes implantations des Parties, pour les personnels de l'autre Partie ;
- Accueil de personnels, selon les conditions définies à l'article 6 ;
- Organisation d'événements d'animation scientifique communs ou participation active d'une Partie à un événement organisé par l'autre Partie (écoles d'été, séminaires) ;
- Toute autre modalité de coopération, en réseau ou non, sans personnalité morale, jugée utile par les deux Parties (incluant, par exemple, la création d'UMR).

Chaque action de collaboration (hors actions ne nécessitant pas de cadre juridique spécifique autre que les termes du présent Accord-Cadre) menée au titre de l'Accord-cadre fera l'objet d'Accords Spécifiques pour définir notamment :

- la durée du programme de recherche ou d'étude ;
- le contenu du programme de recherche ou d'étude, ainsi que la répartition des tâches ;
- les moyens affectés par les Parties ;
- les Connaissances Propres apportées par les Parties dans l'action de collaboration objet de l'Accord Spécifique ;
- les moyens apportés par les Parties y compris les moyens en personnel, locaux, matériels et équipements, seront individualisés pour chacune de ces actions, et évalués à partir des coûts complets déterminés selon les règles et procédures propres à chacune des Parties ;
- la communication liée à la collaboration et l'utilisation du nom et de la marque des Parties à cette fin (hors utilisations commerciales).

ARTICLE 3 – COMITE DE COORDINATION ET DE SUIVI

Un comité de coordination et de suivi permanent, ci-après désigné par le « Comité de Coordination » est constitué. Il est chargé notamment :

- de veiller à la mise en œuvre de l'Accord-cadre,
- de réviser le cas échéant, les thématiques scientifiques et d'en adopter de nouvelles,
- de proposer des actions de collaboration,
- de résoudre tout problème lié à la propriété intellectuelle, à l'utilisation et l'exploitation

- des résultats ou aux publications,
- de régler tout différend pouvant subvenir entre les Parties concernant l'exécution du présent Accord.

3.1. Il est composé de représentants de chaque Partie :

Pour l'Institut Agro:

- La Directrice générale ou son représentant ;
- Le Directeur Scientifique d l'école interne Institut Agro Rennes Angers ou son représentant ;
- La Directrice des Partenariats Professionnels de l'Institut Agro Rennes Angers ou son représentant
- Le Directeur du Pôle halieutique, mer et littoral

Les représentants de l'Institut Agro seront en charge du suivi de la convention mais également de faire le lien avec l'ensemble des équipes de l'Institut Agro susceptibles d'être intéressées par les collaborations prévues dans le cadre de cette convention.

Pour l'Ifremer :

- Le Président-Directeur Général ou son représentant ;
- Le Directeur Scientifique ou son représentant ;
- Le Directeur du département « Ressources Biologiques et Environnement » (RBE) ;
- La coordination de l'expertise scientifique en appui aux politiques publiques (APP).

Les Parties s'engagent à se notifier tout changement dans leur représentation.

Le Comité de Coordination peut solliciter la présence d'autres participants (notamment les Directeurs des autres départements scientifiques de l'Ifremer, ou leurs représentants respectifs), à titre consultatif.

3.2. Le Comité de Coordination se réunit une (1) fois par an, et six (6) mois avant l'échéance de l'Accord, et en tant que de besoin à la demande d'une des Parties de façon à ce que les arbitrages soient rendus en adéquation avec les calendriers des exercices budgétaires. Les séances du Comité de Coordination sont présidées par l'Institut Agro et l'Ifremer, en alternance.

3.3. Le Comité de Coordination examine les résultats obtenus en fonction des orientations données l'année précédente et procède, si nécessaire, aux arbitrages des nouvelles orientations de recherche et des actions à poursuivre.

3.4. Les réunions du Comité de Coordination font l'objet d'un compte-rendu rédigé par un secrétaire désigné en séance parmi les membres.

ARTICLE 4 – CONFIDENTIALITE - PUBLICATIONS

Les Parties s'engagent à observer et faire observer la confidentialité à l'égard des informations, qui pourraient lui parvenir à l'occasion de l'exécution du présent Accord, et à prendre toutes mesures nécessaires pour en préserver la confidentialité à l'égard notamment de son personnel permanent ou temporaire, de ses éventuels sous-traitants, conseils extérieurs non liés par une obligation de secret, partenaires tiers, amenés à avoir connaissance de ces informations.

Compte tenu de la vocation des Parties, les publications scientifiques seront favorisées.

En cas de travaux et résultats conjoints, elles seront effectuées sous double timbre ou font

référence à la collaboration de l'autre Partie en faisant notamment référence à l'unité de recherche concernée et en mentionnant les Parties.

Les Parties s'engagent à favoriser toutes les mesures propres à assurer l'accès libre aux données publiques issues de leurs recherches menées en commun, selon les prescriptions et limites de la loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016, dite loi pour une république numérique. Sont notamment expressément exclues de cette démarche les données à caractère personnel ainsi que celles sur lesquelles des tiers détiendraient des droits de propriété intellectuelle.

ARTICLE 5 – PROPRIETE INTELLECTUELLE – VALORISATION DES RESULTATS COMMUNS

5.1 Principes

Les Parties conviennent d'harmoniser leurs pratiques et procédures en matière de propriété intellectuelle. Un règlement de copropriété précisant les règles applicables aux Résultats communs pourra être rédigé pour chaque Accord spécifique générant des Résultats communs amenés à être valorisés par les Parties.

5.1.1 Principes des Connaissances propres

Les Connaissances propres des Parties apportées à un Accord spécifique seront listées dans un document annexé audit Accord spécifique.

Chaque Partie demeure la seule propriétaire des Connaissances propres qu'elle apporte à un Accord spécifique. Elle pourra concéder des droits d'usage et/ou d'exploitation commerciale à l'autre Partie au cas par cas en fonction des besoins du projet spécifique concerné.

5.1.2 Principe de copropriété des Résultats Communs

La copropriété des Résultats Communs est répartie à parts égales entre les Parties sauf si une des Parties copropriétaire prouve qu'elle a apporté une contribution majeure à la genèse du Résultat en termes de moyens humains, financiers et matériels.

Pour l'exécution du présent article, le terme « Résultats Communs » désigne toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques, brevetées ou non, et notamment les inventions, œuvres de l'esprit, secrets de fabrique, matériel biologique, logiciels (sous leur version code source ou code objet et leur documentation associée), savoir-faire, données, bases de données, méthodes, méthodologies, procédés, conception d'outils, composants spécifiques, dossiers, plans, schémas, dessins, formules et/ou tout autre type de connaissances, développées par les Parties dans le cadre de l'Accord et des Accords Spécifiques.

Tout autre Résultat généré par une Partie seule sans le concours de l'autre Partie est un Résultat propre de la Partie qui l'a généré. Elle seule prendra les décisions relatives à la protection des Résultats et leur valorisation.

5.2 Mandataire Unique de la valorisation

Un mandataire ci-après désigné « Mandataire Unique » est désigné dans chaque Règlement de copropriété parmi les Parties au titre du décret n°2020-24 du 13 janvier 2020 relatif à la gestion de la copropriété des résultats de recherche, au mode de désignation et aux missions du mandataire unique prévu à l'article L. 533-1 du code de la recherche

Les missions du Mandataire Unique sont celles définies dans les articles 8 et 9 du décret précédemment cité (notamment et de façon non limitative, stratégie de protection et de valorisation, information régulière des Parties Copropriétaires, négociation et signature des conventions et des Accords d'exploitation, ...).

Il est toutefois rappelé ici que sont notamment exclus du mandat tout pouvoir de cession ou d'option de cession, d'abandon d'une procédure ou de renonciation à protéger les Résultats Communs au nom des deux Parties.

Le Mandataire Unique peut soit exercer lui-même ses missions soit les confier en tout ou partie à un tiers par le biais d'une convention bilatérale ou d'un sous mandat.

En ce qui concerne les brevets, les Parties conviennent de mettre en œuvre une stratégie partagée de valorisation prenant appui autant que possible sur des portefeuilles de brevets et les stratégies de valorisation nationales des Parties qui pourra se traduire notamment par l'octroi de mandats croisés de valorisation.

Le Mandataire Unique supporte l'intégralité des frais associés à l'exercice de son mandat, et notamment les Frais Directs de protection des Résultats Communs. Ces frais sont remboursés sur les revenus d'exploitation comme précisé dans l'arrêté du 5 mai 2021 relatif aux modalités de prise en charge des frais engagés par le mandataire unique prévu à l'article L. 533-1 du code de la recherche.

Par « Frais Directs », on entend :

- les frais de dépôt, d'obtention, de maintien et de défense devant les offices de protection de la propriété intellectuelle des titres portant sur des Résultats Communs ;
- les frais de dépôt et de conservation des matériels attachés à ces Résultats notamment des matériels biologiques.

Dans l'hypothèse où le Mandataire Unique assure lui-même les missions de mandataire unique, ces frais directs sont remboursés sur les revenus d'exploitation dans les conditions de l'arrêté du 5 mai 2021 relatif aux modalités de prise en charge des frais engagés par le mandataire unique prévu à l'article L. 533-1 du code de la recherche.

Le Mandataire Unique calcule l'intéressement dû à chaque inventeur en prenant en compte la réglementation applicable à chaque organisme : pour l'Institut Agro ce calcul s'effectuera selon les modalités de l'article R 611-14-1 du code de la propriété intellectuelle et du décret n°96-858 du 2 octobre 1996 ; pour l'Ifremer, selon les termes de sa convention d'entreprise et de la réglementation qui lui est applicable en tant qu'EPIC.

Le Mandataire Unique a droit à une rétribution au titre des frais indirects à hauteur de 20% des revenus d'exploitation des résultats après déduction des Frais Directs.

Le Mandataire Unique répartit ensuite entre les Parties copropriétaires, les revenus d'exploitation du résultat perçus à parts égales ou suivant la quote-part de propriété.

Lorsque le projet a bénéficié d'un financement en maturation par un tiers (ex : SATT ...) ou l'une des Parties, les modalités de partage tiendront compte des accords conclus avec les tiers.

ARTICLE 6 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Pendant la durée de l'Accord, l'une ou l'autre des Parties pourra être amenée à recevoir dans ses locaux du personnel de l'autre partie, y compris des stagiaires, doctorants ou postdocs autorisés selon les besoins des travaux communs.

Il est entendu que les Parties assument respectivement les obligations qui leur incombent en qualité d'employeurs, notamment en matière de garantie d'emploi, d'accidents du travail et maladies professionnelles.

Chaque Partie est responsable pour son personnel de l'application de l'ensemble de la législation et de la réglementation du travail, notamment en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité du personnel. Les personnels de l'une des Parties intervenant dans les locaux de l'autre Partie sont tenus de respecter les règles en vigueur dans ces locaux en matière d'hygiène et de sécurité. Ces règles leur seront notifiées, le cas échéant, par le responsable

de la structure d'accueil.

Les consignes particulières à un poste de travail seront notifiées, le cas échéant, aux personnels concernés par le responsable de la structure d'accueil.

Chaque Partie prendra toutes dispositions pour que son personnel missionnaire se conforme au règlement intérieur de la Partie qui l'accueille, aux horaires de travail en vigueur sur les sites, ainsi qu'aux obligations imposées aux entreprises extérieures conformément aux mesures de sécurité devant être appliquées pour l'accès et la circulation sur le site, documents qui seront portés à la connaissance de chaque Partie.

Les Parties sont responsables de la protection de leur patrimoine scientifique. À ce titre, elles s'assurent que les personnes extérieures aux deux Parties sont admises dans le respect des règles et procédures définies pour l'accueil des personnes étrangères aux Parties.

6.1 Dommage au personnel

Chaque Partie prend en charge la couverture de son personnel conformément à la législation applicable dans le domaine de la Sécurité Sociale, du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles et dans le cadre de son statut propre, et procède aux formalités légales qui lui incombent.

Chacune des Parties s'engage à prévenir les autres Parties de tout accident ou dommage survenu pendant, ou à l'occasion du travail, au personnel qu'elle reçoit afin de lui permettre de procéder dans les délais prévus aux déclarations requises par la loi.

6.2 Dommage aux biens

Chacune des Parties conserve à sa charge, sans recours contre l'autre, sauf cas de faute lourde ou intentionnelle de la Partie à l'origine du dommage, la réparation des dommages causés à ses biens propres du fait ou à l'occasion de l'exécution des Accords Spécifiques.

6.3 Dommage aux tiers

Chacune des Parties est responsable suivant les règles du droit commun des dommages de toute nature causés aux tiers.

6.4 Dommages indirects

Les Parties renoncent mutuellement à se demander réparation des préjudices indirects (perte de production, manque à gagner, etc.) qui pourraient survenir dans le cadre du présent Accord et des Accords Spécifiques.

6.5 Assurances

L'Institut Agro souscrit des assurances particulières pour assurer les actions ou matériels spécifiques impliqués dans le cadre de l'Accord ou des Accords Spécifiques.

L'Ifremer, devra, en tant que de besoin souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour garantir les éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution du présent Accord et des Accords Spécifiques.

6.6 Exclusion de la responsabilité du fait des connaissances propres et des résultats propres aux Parties

Les Connaissances propres ou Résultats et/ou les autres informations communiquées par une des Parties à toute autre Partie dans le cadre de l'exécution du présent Accord et des Accords Spécifiques sont communiquées en l'état, sans aucune garantie de quelque nature qu'elle soit.

Les Connaissances propres ou Résultats propres et/ou les autres informations communiquées

par une des Parties à toute autre Partie dans le cadre de l'exécution du présent Accord et des Accords Spécifiques sont utilisées par les Parties à leurs seuls frais, risques et périls respectifs, et en conséquence, aucune des Parties n'engagera de recours contre l'autre, à quelque titre que ce soit et pour quelque motif que ce soit, en raison de l'usage des Connaissances propres ou Résultats propres et/ou les autres informations communiquées par une des Parties à toute autre Partie dans le cadre du présent Accord et des Accords Spécifiques.

ARTICLE 7 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les Parties assurent le respect de la loi n°78-17 modifiée du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du Règlement européen de protection des données n°2016/679 du 14 avril 2016 concernant les traitements de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre des Accords Spécifiques.

Chaque Partie désigne un responsable du traitement des données à caractère personnel dans le cadre du présent Accord.

Dans le cas d'une UMR impliquée dans un Accord Spécifique, les Parties conviennent que la compétence du Délégué revient à la Partie qui emploie le porteur du projet.

Le porteur du projet prend l'attache de ce dernier pour assurer la conformité des traitements de données du projet à la réglementation susvisée.

ARTICLE 8 – LUTTE ANTI-CORRUPTION

En application des principes consacrés par les Conventions nationales et internationales et afin d'assurer le respect des lois anti-corruption applicables à l'Accord notamment des principes consacrés par la Loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 sur la transparence, la lutte contre la corruption et la modernisation de la vie économique, l'Ifremer mène une politique éthique, de santé-sécurité et de responsabilité environnementale et sociétale exigeante et condamne strictement la fraude, la corruption et le trafic d'influence.

L'Ifremer n'entend contracter qu'avec des partenaires ayant les mêmes objectifs.

Chaque Partie garantit et s'engage envers l'autre à ce que, dans le cadre du présent Accord :

(a) elle se conformera aux lois, règles, réglementations, décrets et/ou ordonnances officielles du gouvernement relatifs à la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent, en particulier qu'elle a mis en œuvre des procédures internes adéquates visant à s'assurer qu'elle ne doit pas offrir, promettre, donner ou autoriser l'octroi ou l'offre de tout avantage financier ou autre dans l'intention d'inciter ou de récompenser une personne ou une entité à exercer de manière inappropriée une activité entreprise dans le cadre de l'emploi d'un individu ou liée aux activités commerciales d'une entité (les « Lois Anti-Corruption »); et

(b) elle n'a pas autorisé et elle n'autorisera pas, lorsque cela serait en violation des Lois Anti-Corruption, tout avantage financier ou autre ou l'offre de celui-ci, à ou au profit de:

(i) tout agent public, qu'il soit nommé ou élu, qui (i) occupe un poste législatif, administratif ou judiciaire de quelque nature que ce soit ou (ii) agit à titre officiel au nom d'un gouvernement ou d'un territoire ;

(ii) tout fonctionnaire ou employé d'une organisation internationale publique ;

(iii) tout parti politique ou fonctionnaire de celui-ci, ou tout candidat à une fonction politique ;
ou

(iv) toute autre personne, individu ou entité (i) à la suggestion, demande ou instruction de l'une des personnes et entités décrites ci-dessus ou (ii) lorsqu'une telle autorisation enfreindrait les

Lois Anti-Corruption.

L'Institut Agro garantit à ce titre à l'Ifremer respecter les normes de droit international et du ou des droits nationaux applicables à l'Accord et aux futurs Accords spécifiques relatives :

- aux droits humains et libertés fondamentales de la personne humaine, notamment l'interdiction (a) de recourir au travail des enfants et à toute autre forme de travail forcé ou obligatoire ; (b) de procéder à toute forme de discrimination au sein de son entreprise ou de son groupe ou à l'égard de ses fournisseurs ou sous-traitants ;
- aux embargos, trafics d'armes et de stupéfiants et au terrorisme ;
- aux échanges commerciaux, licences d'importations et d'exportations et aux douanes ;
- à la santé et à la sécurité des personnels et des tiers ;
- au travail, à l'immigration, à l'interdiction du travail clandestin ;
- à la protection de l'environnement ;
- aux infractions économiques, notamment la corruption, la fraude, le trafic d'influence (ou infraction équivalente dans le droit national applicable au présent Contrat), l'escroquerie, le vol, l'abus de bien social, la contrefaçon, le faux et usage de faux, et toute infraction connexe ;
- à la lutte contre le blanchiment d'argent ;
- au droit de la concurrence.

L'Institut Agro s'engage à lutter activement contre toutes formes de fraudes, qu'elles soient sociales ou économiques, et toutes formes de corruption et de trafic d'influence, qu'elles soient dans le cadre de relations avec un agent public et/ou privé, au niveau international, national ou local, que ces pratiques soient engagées directement ou indirectement.

Toute violation des dispositions de la présente clause constitue un manquement contractuel conférant le droit à l'Ifremer de se retirer ou suspendre sa participation à la Convention sans délai, dans les termes et selon les conditions fixées dans l'Accord.

ARTICLE 9 – DUREE

Le présent Accord est conclu pour une durée de cinq (5) ans à compter de la date de sa signature par les Parties. Il est renouvelable et modifiable par voie d'avenant signé des Parties.

Six (6) mois avant son expiration, les Parties se concerteront pour décider s'il convient de le reconduire. Dans l'affirmative, la reconduction se fera par voie d'avenant signé des deux Parties.

Nonobstant l'échéance du présent Accord ou sa résiliation anticipée dans les cas prévus dans l'article 9 (Résiliation), les dispositions prévues dans les articles propriété intellectuelle et Confidentialité resteront en vigueur pour la durée qui leur est propre.

L'expiration ou la résiliation du présent Accord n'affectera pas la validité des Accords Spécifiques déjà conclus dans le cadre de l'Accord. En outre, les dispositions du présent Accord régissant les dispositions des Accords Spécifiques demeureront en vigueur jusqu'à l'expiration ou la résiliation des Accords Spécifiques existant à la date de résiliation du présent Accord.

ARTICLE 10 – RÉSILIATION

9.1 Cet Accord pourra être résilié à tout moment par accord mutuel écrit des Parties. Par ailleurs, chaque Partie aura la possibilité de sortir du présent Accord sous réserve de

notification écrite aux autres Parties, avec préavis de six (6) mois au minimum avant la date de sortie souhaitée.

9.2 En cas d'inexécution par une des Parties de l'une de ses obligations prévues au titre du présent Accord, et/ou d'inexécution de plusieurs Accords spécifiques entraînant leur résiliation, l'autre Partie pourra mettre fin à l'Accord après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet dans un délai de trente (30) jours à compter de sa réception, sauf si la Partie défaillante fait état d'un événement de force majeure au sens de l'article 1218 du Code civil entraînant un retard d'exécution de sa part. Si le cas de force majeure perdure plus de trois (3) mois à compter de sa notification par la Partie défaillante, les Parties pourront convenir de résilier l'Accord concerné.

ARTICLE 11 – MODIFICATION

Toute modification ou renonciation à l'une quelconque des dispositions du présent Accord ne pourra prendre effet qu'après avoir fait l'objet d'un accord écrit, sous forme d'avenant, dûment signé par les Parties.

ARTICLE 12 – DROIT APPLICABLE- LITIGES

Le présent Accord-cadre est soumis aux lois et règlements français.

Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent Accord sera résolu, dans la mesure du possible, à l'amiable au sein du Comité de Coordination ou à la suite d'une procédure de conciliation amiable.

En cas de désaccord persistant, l'affaire sera portée devant les Tribunaux français compétents.

ARTICLE 13 – ANNEXES

Annexe 1 : Domaines d'application du présent accord-cadre

Fait à , le 2022,

En deux (2) exemplaires originaux

La Directrice Générale de l'Institut Agro

Le Président – Directeur général de l'Ifremer

Anne-Lucie Wack

François Houllier

Annexe 1

Domaines d'application du présent Accord-cadre (liste non exhaustive)

Ifremer et l'Institut Agro sont amenés à collaborer, selon les modalités précisées dans l'accord cadre, sur l'ensemble des thématiques en lien avec le fonctionnement des socio-écosystèmes marins et leurs réponses aux pressions anthropiques, la dynamique des usages des ressources vivantes marines (notamment par la pêche et l'aquaculture), et l'appui aux politiques publiques en matière d'innovation et de régulation de ces usages et pressions anthropiques.

Ces thématiques englobent les axes scientifiques portés par l'UMR DECOD¹ et vont au-delà, en couvrant notamment des aspects relatifs à l'innovation en aquaculture, aux sciences sociales (consommation, économie des filières et territoire, gouvernance...), et à la formation.

Selon un principe de subsidiarité, l'animation des axes portés par l'UMR DECOD se fera dans le cadre de cette UMR et selon des modalités précisées dans la convention de partenariat liée à l'UMR.

Pour animer les thématiques hors UMR DECOD, quatre thématiques de collaborations ciblées sont à ce stade identifiées :

- **Thématique 1 : Installations expérimentales pour la recherche et l'innovation en aquaculture et en biologie marine** - Coordinateurs : Bastien Sadoul (Institut Agro) et Christophe Stavrakakis (Ifremer)
- **Thématique 2 : Critères et indicateurs de durabilité de la pêche et des produits de la mer** - Coordinateurs : Didier Gascuel (Institut Agro) et Marie Savina (Ifremer)
- **Thématique 3 : Déterminants de la consommation durable des produits de la mer** - Coordinateurs : Sterenn Lucas (Institut Agro) et Fabienne Daurès (Ifremer)
- **Thématique 4 : Economie et gouvernance des océans** - Coordinateurs : Catherine Laidin (Institut Agro) et Olivier Thébaud (Ifremer)

Cette liste n'est pas restrictive et le Comité de coordination et de suivi, prévu par le présent accord cadre (cf. Article 3), pourra la faire évoluer, ainsi que les coordinateur/trices ci-dessus désignés. En particulier, la réflexion pourra concerner deux autres thèmes d'intérêt commun, sur lesquels des précisions sont encore attendues :

. L'expertise en matière d'évaluation de stock, de suivi des pêcheries et d'appui à la mise en œuvre du plan national pour la pêche durable,

. La visibilité internationale, et notamment européenne, de la recherche-formation en halieutique et en aquaculture.

¹ Les axes de recherche définis pour l'UMR DECOD (tutelles : INRAE, Institut Agro, Ifremer) créée au 1^{er} janvier 2022 sont les suivants :

Axe 1 : Dynamique des écosystèmes, de la source à l'océan

Axe 2 : Evaluation intégrée des pressions et impacts sur les écosystèmes